



Le 22 mai 2008

A l'attention des présidents de club de la FIA

Cher Président,

Vous avez récemment reçu, de la part du Président de la FIA, un courrier daté du 16 mai 2008 (ci-après « le Courrier ») visant à convoquer une assemblée générale extraordinaire le 3 juin prochain dans le but de considérer les allégations publiées sur sa vie privée.

Le Courrier contient certaines déclarations qui pourraient prêter à confusion et donner lieu à des conclusions inexactes. Nous, titulaires des droits d'exploitation commerciale de Formule 1 (ci-après « les TDPC »), avons décidé de vous adresser le présent courrier afin de nous assurer que vous compreniez notre position sur les questions soulevées dans le Courrier, dans la mesure où elles concernent la Formule 1.

Les TDPC et la FIA

Nous soutenons la FIA et reconnaissons qu'elle est, et devrait rester, le seul organe de contrôle du sport automobile à l'international à régir l'organisation sportive du championnat du monde de Formule 1 (ci-après « le Championnat »).

Nous reconnaissons les obligations que vous, ses membres, conférez à la FIA, afin de préserver son autorité relativement aux questions de sécurité, sportives et techniques dans le cadre de l'organisation du Championnat, et de perpétuer ses valeurs traditionnelles.

Nous soutenons et partageons l'exigence de la Commission européenne selon laquelle les fonctions réglementaires du sport automobile international doivent être séparées des intérêts commerciaux liés, et qu'à ce titre, le rôle de la FIA relatif à la Formule 1 doit être celui d'un régulateur de sport non-impliqué dans son exploitation commerciale.

Nous sommes convaincus qu'il est dans l'intérêt de la Formule 1 que la FIA s'assure de disposer d'une structure de gouvernance robuste et transparente, et qu'elle s'acquitte de ses obligations de régulation et de réglementation d'une manière équitable, impartiale et non discriminatoire, sans influence ni interférence extérieure, et ce sous la direction d'un Président crédible et respecté (qui sera choisi uniquement par les membres de la FIA).

Nous entendons continuer à diriger exclusivement l'exploitation commerciale de la Formule 1 dans le cadre du contrat commercial actuellement en vigueur entre la FIA et la Formule 1 et, au moment opportun, des Contrats à 100 ans.

Contrats à 100 ans

Vous vous rappellerez que ces contrats (ci-après « les Contrats à 100 ans ») ont été conclus entre la FIA et la société SLEC Holdings Limited en avril 2001. Ces contrats sont valides et juridiquement contraignants pour toutes les parties et prendront effet à tous égards en 2011. Ils n'ont pas à être modifiés ni re-négociés, à moins que les deux parties en expriment le souhait.

Toutefois, la façon dont ces contrats ont été élaborés emporte certaines ambiguïtés, et nous avons cherché à clarifier certains points avec le président de la FIA afin d'éviter des conséquences non souhaitées. Nous avons également porté à son attention un certain nombre d'autres points, dont nous pensons qu'ils pourraient, une fois révisés, améliorer de manière constructive lesdits contrats sans pour autant affecter les intérêts de la FIA. Toutefois, nous reconnaissons que ceci relève de l'autorité de la FIA, qui n'est aucunement tenue de consentir à nos propositions de révision, et, si cette dernière estimait que ces propositions allaient à l'encontre de ses intérêts, nous serions heureux de nous contenter des contrats tels qu'ils sont, et, au moment de leur prise d'effet, de nous y conformer.

Règlement de la Formule 1

Les TDPC n'entendent pas obtenir le contrôle du règlement de la Formule 1. Nous pensons que ledit règlement doit être élaboré par les groupes de travail techniques et sportifs, sous réserve de l'approbation de la Commission de la FIA Formule 1 et du Conseil international du Sport automobile de la FIA. Dans la mesure où toute modification apportée au règlement de la Formule 1 pourrait avoir des répercussions commerciales significatives sur les TDPC et leurs intérêts, il est important que de telles modifications fassent l'objet de discussions et d'un accord avec nous.

Toute modification inconsidérée apportée au règlement de la Formule 1, tant est qu'elle soit adoptée, pourrait avoir des effets négatifs importants sur l'attractivité du sport, de ses promoteurs, des organismes de retransmission, de ses sponsors, et du niveau de ses supporters. Elle pourrait éventuellement en outre augmenter de manière significative les coûts de participation au Championnat à un niveau compétitif et, par ailleurs affecter les valeurs traditionnelles du Championnat. Nous sommes convaincus qu'un cadre réglementaire clair permettrait de minimiser ce type de problèmes.

La FIA devrait être exclusivement responsable des questions d'élaboration et de mise en oeuvre du règlement de la Formule 1, de manière équitable, transparente et en toute impartialité.

Accord Concorde

Un Accord Concorde a été signé en 1981. Le dernier accord de ce type a expiré en 2007 et nous aimerions le voir reconduit, non parce qu'il pourrait permettre aux TDPC d'exercer un contrôle sur le sport, mais parce qu'il pourrait apporter la stabilité financière et réglementaire indispensable aux équipes de Formule 1 et aux constructeurs automobiles qui soutiennent et investissent des sommes importantes dans ces dernières.

La FIA avait pleinement connaissance des arrangements commerciaux et financiers conclus entre les TDPC et les équipes de Formule 1, y compris de la distribution du fonds annuel. Les TDPC sont prêts à signer immédiatement un nouvel Accord Concorde basé essentiellement sur, et comprenant, les mêmes dispositions que celles contenues dans l'accord précédent, modifiées uniquement de sorte à refléter les arrangements commerciaux et financiers conclus avec les équipes.

Formule 1

Le secteur de la Formule 1 ne connaît pas de crise financière. Bien au contraire, la Formule 1 est en bonne santé, robuste, elle jouit du soutien des principaux constructeurs automobiles mondiaux et bénéficie du mécénat de nombreuses autres marques prestigieuses reconnues dans le monde entier. Les revenus sont en croissance continue, l'audimat élevé et la demande des pays de mettre en place un nouveau Grand Prix ne cesse de dépasser le nombre de places prévues sur le calendrier.

Le fait que les coûts de fonctionnement d'une équipe de Formule 1 ont augmenté de manière significative, atteignant des niveaux ingérables, doit être considéré. Les équipes de Formule 1 se sont entendues sur certaines mesures visant la réduction des coûts, afin de maximiser la participation à un niveau compétitif. La mise en place d'un cadre réglementaire solide et stable permettra par ailleurs d'autres améliorations. Nous continuerons de soutenir de telles initiatives.

La Formule 1 génère des bénéfices énormes pour la FIA. L'activité Formule 1 rapporte chaque année plus de 25 millions USD (hors frais, qui peuvent être des montants considérables), qui sont réinvestis dans d'autres activités sportives. La Fondation de la FIA a été créée grâce aux contributions substantielles versées à la FIA par les TDPC dans le cadre des Accords à 100 ans.

Nous entendons poursuivre notre relation avec la FIA. Nous sommes convaincus qu'elle profite à la Formule 1 en général. Nous n'avons aucune raison de saper le travail de la FIA ou de son président, bien au contraire : nous pensons qu'une FIA forte, se reposant sur un président qui croit en elle, profite à tous égards à la Formule 1 : aux supporters, aux équipes, aux sponsors et fournisseurs, aux promoteurs, aux médias et à nous, les TDPC.

Les questions soulevées ici n'affectent aucunement les raisons pour lesquelles le Sénat de la FIA a convoqué l'assemblée générale extraordinaire, que nous considérons comme une question interne à la FIA. Soyez assuré que, quelle que soit la décision que vous prendrez le 3 juin, nous serons heureux de travailler avec vous, dans le cadre d'une relation durable et constructive avec la FIA et son Président, de sorte à assurer un bel avenir à la Formule 1.

En vous priant d'agréer, Cher Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs,

Bernie Ecclestone

Directeur général

Delta Topco Limited et ses filiales

(y compris SLEC Holdings Limited, Formula One Administration Limited et Formula One Management Limited)